

A Sierre, on parle

ÉLECTIONS CANTONALES Le 2 mars prochain, les électeurs et électrices du district de Sierre choisiront 17 personnes pour les représenter au Grand Conseil valaisan. «Le Nouvelliste» vous propose l'interview d'une candidature par liste.

PAR JUSTIN GREPT

→ L'élection au Grand Conseil est une élection de district. Une électrice de Noble-Contrée ne peut pas voter pour un candidat d'Héremence. Par contre, les districts sont désormais répartis en arrondissement pour la répartition finale des sièges. Pour cette campagne, «Le Nouvelliste» a décidé de poser trois questions thématiques à une ou un candidat député de chaque liste déposée. Et nous avons laissé le choix de la personne interrogée aux différents partis avec une seule

condition, qu'elle ne soit pas une ou un élu sortant. Nous commençons cette série par le district de Sierre pour terminer par celui de Monthey. Tous les jours, vous pourrez comparer les positions des différents partis sur des thèmes qui concernent tout le canton comme le loup, l'utilisation de l'argent de la BNS qui revient au Valais ou encore la mise en place ou non d'un projet pilote de distribution de cannabis dans notre canton.



Le loup tue 400 animaux de rentes chez nous. Il est aperçu près des zones habitées. Ce débat est nécessaire.

KEVIN FOLLONIER
UDC



Une régulation du cannabis permettrait des retombées économiques positives pour le Valais, une meilleure protection de la jeunesse et des recettes fiscales.

NATHALIE TUBEROSA
VERT LIBÉRAUX



FAUNE Le loup est responsable de 2% de la mortalité naturelle des moutons. Parle-t-on trop du loup au Grand Conseil?

Non. Le loup est responsable de 2% de la mortalité des moutons (hors abattage). Il arrive à massacrer des génisses de 300 kg. Le loup tue 400 animaux de rente chez nous. Il est aperçu près des zones habitées. Alors ce débat est nécessaire. Nous le devons à notre population et à nos agriculteurs de montagne qui peinent à joindre les deux bouts, entretiennent nos paysages et notre patrimoine culturel et culinaire. Voir leurs bêtes tuées ou souffrantes est une tragédie, surtout quand ils doivent abrégier les souffrances des animaux qu'ils ont élevés.

Parler du loup est émotionnel, mais les solutions rationnelles doivent primer. Je suis pour une coexistence équilibrée entre humains et loups, comme cela existe ailleurs. Il existe des solutions qui diminuent les attaques de moutons: prévention des attaques (clôtures adaptées, chiens de protection, regroupement des troupeaux), soutien aux éleveurs (formation et indemnisation), suivi scientifique (observation du loup, gestion des individus problématiques) et le dialogue constructif.



DROGUE Faut-il mettre en place le projet pilote de distribution du cannabis en Valais?

Non. Le cannabis actuel est plus puissant et présente des risques accrus: dépendance, troubles de la concentration, anxiété, hallucinations, schizophrénie. La libéralisation entraîne toujours une hausse de la consommation. De plus, le cannabis est souvent une porte d'entrée vers des drogues plus dangereuses. Le légaliser légitimerait les réseaux criminels et aggraverait ce problème de santé publique. Notre devoir est de protéger la population des conséquences de la drogue en imposant une ligne claire à ce sujet.

Je suis favorable au projet pilote cannabis. Une régulation permettrait des retombées économiques positives pour le Valais, une meilleure protection de la jeunesse par le contrôle de qualité, et des recettes fiscales pour financer la prévention. Les expériences d'autres cantons montrent que c'est une approche pragmatique et responsable.



BNS Est-ce que l'argent de la BNS doit servir à financer l'augmentation des salaires des fonctionnaires?

L'argent de la BNS doit-il financer les fonctionnaires? Je vous réponds non! Ces fonds ne doivent pas servir à augmenter nos fonctionnaires valaisans. Ces revenus exceptionnels devraient être exclusivement réservés à des projets ou des investissements durables ou encore ils devraient servir à constituer des réserves pour les périodes de vaches maigres. Les bénéfices de la BNS ne sont pas réguliers et doivent être utilisés afin de garantir notre stabilité et anticiper les imprévus plutôt que de garantir des dépenses récurrentes qui fragilisent notre gestion à long terme.

Non, les bénéfices de la BNS ne doivent absolument pas servir à augmenter les salaires des fonctionnaires. Ces fonds exceptionnels doivent être investis de manière stratégique pour l'avenir du Valais: soutien à l'innovation, transition énergétique, formation de notre jeunesse et développement économique durable. Les salaires de la fonction publique relèvent du budget ordinaire de l'Etat et doivent être financés par les recettes fiscales régulières.

loup, BNS et cannabis



Vu les enjeux écologiques, sociétaux et économiques, la question du loup mérite pleinement d'être abordée au Grand Conseil."

CLAUDE-ALAIN TSCHERRIG
LE CENTRE



Si le cannabis peut sembler récréatif pour certains, il représente un danger réel de dépendance et de décrochage social pour d'autres."

VALENTIN JACQUAZ
PLR



Prendre l'argent de la BNS au bénéfice d'une minorité ne devrait pas être une option. Ce capital devrait servir la collectivité."

LARA REY
LES VERTS



L'Etat doit être un employeur exemplaire, l'origine du financement est secondaire."

BENOÎT BARRAS
PS



Vu les enjeux écologiques, sociétaux et économiques, la question du loup mérite pleinement d'être abordée au Grand Conseil. Il s'agit d'une vraie problématique qu'il conviendrait de gérer par une approche anticipative. Les éleveurs se découragent, l'Etat doit à minima tenir ses promesses et c'est le rôle du Parlement d'y veiller.

La question n'est pas de savoir si le loup occupe trop de place au Grand Conseil, mais de constater qu'aucune solution parfaite n'a été trouvée. D'un côté, les éleveurs de notre agriculture de montagne subissent des pertes qui fragilisent leurs exploitations; de l'autre, la biodiversité, protégée par des lois, impose de préserver un équilibre. Ces deux réalités doivent coexister. Il est essentiel d'assumer nos choix, de compenser équitablement les pertes et de soutenir une cohabitation durable entre élevage et nature.

La colère et la douleur des agriculteurs sont compréhensibles et légitimes. Toutefois, seule 2% de mortalité sont imputables au loup, grâce à une meilleure protection des troupeaux. La majorité des décès de moutons est due aux maladies, aux chutes et aux conditions météorologiques (foudre, intempéries), selon la Confédération. De plus, 75% des dommages survenus en Valais concernent des troupeaux non protégés. Le débat se porte donc sur un faux problème.

La question du loup est souvent prise dans une approche peu pragmatique. Il s'agit pour la faune dans son ensemble et pour les activités humaines de coexister dans notre canton. Le nombre d'interventions parlementaires importe peu, car c'est une thématique importante pour les agriculteurs de montagne. Il faut simplement apporter des solutions en matière de soutien aux mesures de protection des troupeaux, et une indemnisation plus juste au regard des pertes en bétail.

Le Centre et le PLR devant

Le district de Sierre enverra 17 représentants au Grand Conseil pour la législature 2025-2028. Il y a quatre ans, l'UDC a perdu son troisième siège au profit du PLR, qui compte cinq représentants au parlement. De leur côté, le Centre, le Parti socialiste et la Gauche citoyenne et les Verts disposent respectivement de 5, 3 et 2 sièges. Cette année, le PS est seul sur sa liste, composée de 10 candidats et candidates à la députation. L'UDC en compte 9, Le Centre et le PLR 7, les Verts 5 et les Vert'Libéraux 2.

Oui, un projet pilote de distribution du cannabis pourrait permettre d'évaluer les impacts d'une légalisation contrôlée, tant sur la santé publique que sur la réduction du marché noir. En 2020, le Parlement fédéral a mis en place la base légale pour ce faire. Une décision quant à la faisabilité ou non d'une légalisation du cannabis pourrait ainsi être prise et clore ce thème récurrent.

Libéraliser des substances aux effets connus sur la santé des consommateurs nécessite des conditions strictes et des réglementations précises. Si le cannabis peut sembler récréatif pour certains, il représente un danger réel de dépendance et de décrochage social pour d'autres. Au lieu de normaliser son usage, il serait plus judicieux de prioriser la prévention et d'intensifier l'accompagnement des personnes vulnérables face à cette substance et aux diverses formes d'addiction.

L'usage de cannabis est réel et a des conséquences sur la santé physique et psychique des consommateurs. Comprendre comment réduire ces impacts tout en favorisant le dialogue est nécessaire. Les essais pilotes autorisés sur la vente de cannabis récréatif se déroulent actuellement dans sept zones suisses, avec un bassin de population bien plus important qu'en Valais. Cette étude ayant débuté en 2023, il faut attendre d'avoir les premiers résultats pour pouvoir s'engager.

La consommation de cannabis est une réalité qui traverse pratiquement toutes les classes d'âges et les niveaux de revenu. Pour enrayer les risques sanitaires liés à des produits frelatés, mais aussi soustraire cette manne financière aux différents cartels et mafias, il devient nécessaire d'adopter des mesures en faveur d'une consommation encadrée et taxée, afin de renforcer la prévention de la consommation. Des tests sont déjà en cours en Suisse et il pourrait être intéressant d'y prendre part.

On parle ici de la compensation du renchérissement qui est nécessaire pour maintenir le pouvoir d'achat et profite donc également à l'économie dans son ensemble. Elle devrait, si possible, se faire autant dans le secteur public que dans le secteur privé. En l'occurrence, le Grand Conseil avait refusé son octroi et l'apport de l'argent de la BNS n'aurait pas dû influencer cette décision par la suite, mais ce rattrapage est imposé par la loi. Roberto Schmidt laisse ainsi une situation saine pour l'avenir.

L'argent de la BNS constitue un bonus qui devrait bénéficier à l'ensemble de la population ou être utilisé de manière ciblée, notamment pour soutenir les familles monoparentales ou les personnes en réel besoin. Le canton doit également investir massivement dans la protection de sa population et de son industrie, des priorités essentielles mises en lumière par les dégâts causés par les intempéries de cet été. Il y avait certainement mieux à faire, surtout que cela va à l'encontre des décisions du Grand Conseil.

La BNS, en tant que banque centrale, est au service de toutes les Suissesses et de tous les Suisses. Prendre cet argent au bénéfice d'une minorité ne devrait pas être une option. Ce capital devrait servir la collectivité, le bien de tous. Ainsi, je pense qu'il faudrait investir dans des projets d'importance cantonale, tels que l'éducation aux gestes de premiers secours auprès des jeunes ou l'accès facilité aux transports publics.

L'inflation et la hausse des coûts des primes d'assurance-maladie touchent tous les habitants de notre canton, employés d'Etat compris. Le Conseil d'Etat doit pallier le renchérissement en indexant les salaires. Il serait inadmissible que, par exemple, le niveau de vie du personnel soignant qui s'occupe de nos proches, ou encore des secrétaires qui permettent à notre administration de fonctionner convenablement, soit diminué. L'Etat doit être un employeur exemplaire, l'origine du financement est secondaire.

